



COURRIER ARRIVE LE

21 JUN 2014

Pour action

Pour info

PREFECTURE DE LA SAVOIE

SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS

St Alban Leysse, le 5 juin 2014

Groupement Prévention et Réduction des Risques
Dossier suivi par : Cne M. GRESSARDCommission de Sécurité d'Arrondissement de Chambéry
en date du 17/06/2014

RAPPORT DE VISITE N°4

REFERENCES

Visite : Périodique, VIP du 20/02/2014

N° permis de construire:

Date de visite antérieure : 27/05/2008

N° de l'établissement : E05100011-000- 0

DESIGNATION

Commune : LE BOURGET DU LAC

Activité / Raison sociale : RESTAURANT UNIVERSITAIRE L HELICE

Adresse : rue du Lac d'Annecy Savoie Technolac

Propriétaire : CROUS

Exploitant : M. REYNAERT

N° de téléphone : 04.79.25.23.83

CLASSEMENT

Calcul de l'effectif	PUBLIC :	405	TYPE :	N
	PERSONNEL :	10	CATEGORIE :	3 ^{ème}
	TOTAL :	415		

Personnes présentes, membres du groupe de visite

- Mme TRUCHET, adjointe au Maire
- M. MUYLDERMANS, représentant de la DDT
- M. DOMERGUE, représentant de la Gendarmerie
- Mme Cne GRESSARD, Préventionniste SDIS 73

Autres personnes présentes

- M. HICHRI, conseiller de prévention
- REYNAERT, directeur de l'unité de gestion
- M. LEDUCQ, agent de maîtrise
- Mme SERRE, Adjoint administratif



I. HISTORIQUE DU DOSSIER :

- 12/06/1996 Avis favorable de la sous-commission ERP/IGH au PC 05196C1017: Construction d'un espace restaurant en simple rez-de-chaussée dans le site universitaire du Bourget-du-Lac.
- 07/01/1998 Avis favorable de la CSA de Chambéry suite à la visite périodique du 04/12/1997.
- 30/01/2003 Avis favorable de la CSA de Chambéry suite à la visite périodique du 07/01/2003.
- 24/06/2008 Avis favorable de la CSA de Chambéry suite à la visite périodique du 27/05/2008 et à l'attestation de remise en service du SSI.

II. DESCRIPTION SOMMAIRE :

Restaurant universitaire en simple rez-de-chaussée avec cuisine ouverte sur la salle.

Il comporte une cafétéria et des locaux techniques.

La chaufferie et la cuisine sont alimentées au gaz naturel.

Les dégagements sont organisés de la manière suivante : 4 sorties de 2 unités de passage.

Les éléments de sécurité suivants sont en place :

L'établissement est équipé d'un S.S.I. de catégorie A avec détecteurs dans le plénum sous toiture en raison de la non visibilité de la structure de toiture métallique.

L'éclairage de sécurité est assuré par des blocs autonomes.

III. CLASSEMENT ET TEXTES APPLICABLES :

a) Détermination des effectifs :

L'effectif théorique des personnes susceptibles d'être admises simultanément est déterminé de la façon suivante (article N 2 de l'arrêté du 21 juin 1982) :

Niveaux	Activités (surface en m ²)	Base de calcul	Public	Personnel
Restauration assise			175	
Cafétéria			80	
File d'attente			150	
		TOTAL	405	10

b) Classement :

Cet établissement isolé est classé en **type N de la 3^{ème} catégorie** en application des articles R. 123-18, R. 123-19 et GN1.

c) Réglementation applicable :

Articles R. 123-1 à R 123-55, R. 152-4 et R. 152-5 du code de la construction et de l'habitation traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public (ERP).

Arrêté du 21 juin 1982 modifié portant approbation des dispositions particulières du type N (Restaurants et débits de boissons).

Arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.

Circulaires relatives aux instructions techniques prévues dans le règlement de sécurité des établissements recevant du public.

Textes et normes en vigueur relatifs à l'emploi et à l'utilisation des matériaux et éléments de construction.

IV. REGISTRE DE SECURITE - CONTROLES ET VERIFICATIONS TECHNIQUES

Le registre de sécurité a été présenté à la commission.

INSTALLATIONS TECHNIQUES ET MOYENS DE SECOURS	DATE	SOCIETE	REMARQUES
Installations de chauffage (gaz)	26/06/2013	VERITAS	
Nettoyage conduits de fumée / buées, graisses	17/06/2013	GIENAIR	
Installations de gaz combustibles	02/05/2013	VERITAS	
Installations électriques et éclairage de sécurité	25/04/2013	VERITAS	
Installation d'appareils de cuisson et de réchauffage	17/06/2013 02/05/2013	IGIENAIR VERITAS	
Moyens de secours contre l'incendie	19/09/2013	SICLI	
Equipement d'alarme incendie, SSI	22/05/2013 26/04/2011	CHUBB SOCOTEC	Triennale

Essais effectués :

Les installations techniques suivantes ont été essayées lors de la visite :

- portes des issues de secours: bon fonctionnement global, quelques prescriptions.

V. PRESCRIPTIONS ANTERIEURES :

Réalisées : N° 1, 2, 4, 5.

Renouvelées : N° 3.

VI. PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

- Tenir à jour le registre de sécurité. (article R 123.51 du code de la construction et de l'habitation).
- Faire vérifier périodiquement les installations techniques par un organisme agréé ou un technicien compétent. Lever les observations contenues dans ces rapports. (article R 123.43 du code de la Construction et de l'Habitation).

- Maintenir en parfait état de fonctionnement tous les appareils de secours contre l'incendie ainsi que les appareils d'éclairage de sécurité. (article R 123.48 du code de la Construction et de l'Habitation).
- Laisser libre de tout encombrement les dégagements, sorties, escaliers, allées principales, allées secondaires. Limiter à 19 personnes les effectifs des salles ne comportant qu'une issue d'une unité de passage (articles CO 37 et CO 38 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié).
- Instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. (article MS 48 arrêté du 25 juin 1980 modifié).
- Permettre en permanence l'ouverture facile et rapide de toutes les sorties de secours lors de la présence du public. (article CO 45 arrêté du 25 juin 1980 modifié).
- Afficher d'une façon apparente, près de l'entrée principale, un " avis " relatif au contrôle de la sécurité. Cet avis, est dûment rempli par l'exploitant et sous sa responsabilité en fonction des renseignements figurant dans l'autorisation d'ouverture, puis visé par l'autorité ayant délivré cette autorisation. (C.E.R.F.A 20 3230) (article GE5).

VII. PRESCRIPTIONS EMISES LORS DE LA VISITE :

	PRESCRIPTIONS
1. (3) renouvelée	Former des agents de sécurité incendie sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Ce personnel doit être placé sous l'entière responsabilité de la direction. (article MS 48)
2.	Régler les portes, les ferme-portes et les pènes afin d'assurer la fermeture et l'ouverture correctes des portes, en particulier les portes coupe-feu des réserves. (articles CO 28, CO 52 et R 123-48)
3.	A. Eloigner les containers à ordures de la façade de 8 mètres au moins. B. Informer les usagers du risque de propagation à l'établissement en cas d'incendie sur leur emplacement actuel. C. Matérialiser un emplacement judicieux afin de pérenniser cette mesure. (articles CO 8 §1 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié et R123-13 du Code de la Construction et de l'Habitation)

VIII. RAPPEL :

Il est rappelé que les travaux qui ne sont pas soumis au permis de construire ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du maire, donnée après avis de la commission de sécurité compétente, et qu'il en est de même pour toute création, tout aménagement ou toute modification des établissements (articles R 111-19-13 à R 111-19-30 du Code de la Construction et de l'Habitation)

IX. DECISION DE LA COMMISSION :

La commission émet, par la voix de son président, un **AVIS FAVORABLE** à la poursuite de l'**activité** de l'établissement.

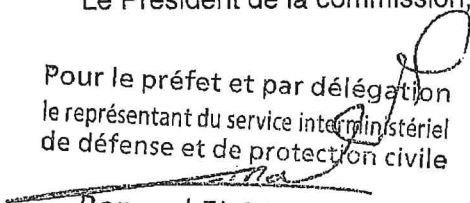
Il appartient au maire de la commune de transmettre ce procès-verbal au propriétaire ou à l'exploitant.

Il appartient à l'exploitant ou au propriétaire de satisfaire au plus tôt aux prescriptions du présent rapport.

Conformément à l'article GE 4 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié, cet établissement doit être visité périodiquement tous les **5 ans** par la commission de sécurité. Il appartiendra au maire de demander la visite auprès du secrétariat de la commission, au terme de ce délai.

Le Président de la commission,

Pour le préfet et par délégation
le représentant du service interministériel
de défense et de protection civile


Renaud EL MABROUK